

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Auvergne

LE PUY EN VELAY, le 5 mai 2014

Unité territoriale de la Haute-Loire
26, avenue des Belges
CS 90254
43009 LE PUY EN VELAY CEDEX
Tél. 04.71.06.62.30 – Fax. 04.71.09.14.25

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Rapport de l'inspection des installations classées
au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques

objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société COVERIS FLEXIBLES FRANCE – site de Campine à Saint-Pal-de-Mons
Mise en place de garanties financières

réf . : Message électronique de l'exploitant du 28 avril 2014 transmettant le calcul du montant des garanties
financières à mettre en place

I – OBJET DU RAPPORT

Le projet d'arrêté annexé au présent rapport fixe le montant des garanties financières que doit constituer la société COVERIS FLEXIBLES FRANCE pour l'exploitation de son usine en zone industrielle de Campine sur la commune de Saint-Pal-de-Mons en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

Le décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation pour certaines installations classées, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, de constituer des garanties financières. L'objectif de ces garanties financières est de financer la surveillance et le maintien en sécurité du site en cas de défaillance de l'industriel.

.../...

II - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel¹. La société COVERIS FLEXIBLES FRANCE est concernée par la rubrique 2450-2-a (impression par flexographie de matières plastiques) et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20% du montant total de la garantie pendant les 4 suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation.

L'exploitant doit donc transmettre au préfet pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

III - CALCUL DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

En application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation des garanties financières, l'exploitant a adressé à l'inspection par le courrier en référence, le calcul du montant des garanties financières qu'il doit constituer. Ce calcul porte sur les éléments suivants :

- a) Gestion des produits dangereux et des déchets : 20 019 euros

Les principaux produits dangereux et déchets présents sur le site sont des encres et solvants usagés pour des quantités maximales de 41 tonnes environ. Les principaux exutoires prévus sont des filières de collecte et de traitement spécialisées.

Il est considéré que les stocks de matières plastiques ont une valeur marchande et seront évacués pour des coûts nuls.

- b) Neutralisation des cuves enterrées : 7 278 euros

Le nombre de cuves enterrées pris en compte est de : 6

- c) Limitation des accès au site : 15 859,80 euros

Le calcul prend en compte la pose de 350 ml de clôture et de 8 panneaux.

.../...

1 Arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement

d) Surveillance des effets de l'installation : 33 000 euros

Suivant les instructions de la note ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières, ce montant prend en compte la mise en place de 3 piézomètres ainsi que le coût de réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et de deux campagnes d'analyse d'eau par piézomètre.

e) Gardiennage du site : 15 000 euros

Cette somme de 15 000 euros est définie comme le montant raisonnable minimum par la note ministérielle du 20 novembre 2013 relative aux garanties financières. Elle permet de garder le site à la cessation d'activités afin d'assurer la mise en sécurité d'urgence des installations présentant le plus de risques.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'actualisation des montants forfaitaires de l'arrêté du 31 mai 2012, le coût total des garanties financières à constituer est estimé à 104 990,76 euros **arrondi à 104 990 euros**.

IV - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Considérant les évolutions réglementaires issues du décret n° 633-2012 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, l'inspection propose aux membres du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Celui-ci impose à la société COVERIS FLEXIBLES FRANCE pour son site de Saint-Pal-de-Mons, la transmission au préfet d'un document attestant la constitution de garanties financières pour le 1^{er} juillet 2014, pour un montant de 20 998 euros (l'échéancier de constitution étant 20 % du montant initial pour le 1^{er} juillet 2014, puis 20 % supplémentaires par an pendant 4 ans ou 10 % supplémentaires par an pendant 8 ans si cautionnement auprès de la caisse des dépôts).

Rédigé le 5 mai 2014 par L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)	Vérifié le 5 mai 2014 par L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)	Approuvé le 5 mai 2014 par Pour le directeur, Le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire
--	---	---